

# Le DROIT OUVRIER

DROIT DU TRAVAIL - PRUD'HOMIE - SÉCURITÉ SOCIALE

## Sommaire

### DOCTRINE

**Hervé Guichaoua** : Une avancée remarquable dans la lutte contre le travail illégal et le dumping social du fait des entreprises étrangères : les arrêts *Easy Jet* et *Vueling*.

**Gilles Straehli** : Le régime des heures de délégation durant un arrêt-maladie. Rapport sous Cass. Ch. mixte 23 mars 2014, *ISS Propreté*. Note **Bernard Augier**.

### DOCUMENT

Syndicat des Avocats de France : Nouveau différé d'indemnisation de l'ANI du 22 mars 2014 : la double peine pour le salarié victime d'un licenciement injustifié.

### JURISPRUDENCE

*Voir notamment*

Le droit du licenciement autorise-t-il l'élaboration d'un PSE par établissement ?

**Cour d'appel de Paris (6-1) 13 janvier 2014** – Note Emmanuelle Lafuma (p. 408).

Le *benchmark*, une source majeure d'atteinte à la santé au travail.

**Cour d'appel de Lyon (Ch. Soc. C) 21 février 2014** – Note Jonathan Cadot et Claire Gallon (p. 417).

« *Les hommes naissent libres et égaux en droit* »... sauf les travailleurs privés de papiers ?

**Conseil de prud'hommes de Paris (référé) 4 novembre 2013, (concil.) 31 octobre 1989 ; Cour de cassation (Ch. Soc.) 18 février 2014** – Note Claude Lévy (p. 429)

### CHRONIQUES JURISPRUDENTIELLES

**Droit social international et européen** par Valérie Lacoste-Mary et Jérôme Porta.



**Doctrine :**

<b>Une avancée remarquable dans la lutte contre le travail illégal et le dumping social du fait des entreprises étrangères : les arrêts <i>Easy Jet</i> et <i>Vueling</i> par Hervé Guichaoua, Directeur du travail ...</b>	385
TRAVAIL ILLÉGAL – Travail dissimulé – Entreprises étrangères développant une activité sur le sol français – Affiliation des salariés à la Sécurité sociale du pays de l'employeur – Preuve – Certificat de détachement – Portée – Opposabilité (non) – Activité stable, habituelle et continue – Affiliation à la Sécurité sociale française (deux espèces) – Implantation dans le pays d'accueil – Immatriculation de l'établissement – Défaut – Entrave (première espèce).	
Première espèce : <b>COUR DE CASSATION (Ch. Crim.) 11 mars 2014</b> .....	390
Deuxième espèce : <b>COUR DE CASSATION (Ch. Crim.) 11 mars 2014</b> .....	391
<b>Le régime des heures de délégation durant un arrêt-maladie.</b> Rapport sous Cass. Ch. mixte 23 mars 2014, <i>ISS Propreté</i> par <b>Gilles Straehli</b> , Conseiller à la Cour de cassation .....	393
REPRÉSENTATION DU PERSONNEL – Heures de délégation – Recours – Arrêt-maladie – Condition – Autorisation du médecin-traitant – Caractère préalable.	
<b>COUR DE CASSATION (Ch. mixte) 21 mars 2014</b> .....	402
Note <b>Bernard Augier</b> , Membre du Conseil supérieur de la Prud'homie. ....	402

**Document :**

Syndicat des Avocats de France : Nouveau différé d'indemnisation de l'ANI du 22 mars 2014 : la double peine pour le salarié victime d'un licenciement injustifié .....	405
--	-----

**Jurisprudence :**

CHSCT – Implantation – Périmètre – Entreprise.	
<b>COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 19 février 2014</b> .....	406
Note <b>Pierre Boutonnet</b> et <b>Jacques Déchoz</b> , Inspecteurs du travail .....	406
LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE – Licenciement collectif – Impact sur deux établissements différents – Distinction de projets concomitants de restructuration – Dédoulement de la procédure d'information-consultation et de l'établissement d'un PSE – Atteinte à l'égalité de traitement – Unicité de pouvoir de décision – Licéité (non).	
<b>COUR D'APPEL DE PARIS (Pôle 6 - Chambre 1) 13 janvier 2014</b> .....	408
Note <b>Emmanuelle Lafuma</b> , Maître de conférences à l'Université Paris XIII-Villetaneuse .....	410
RUPTURE CONVENTIONNELLE – Irrégularités de la procédure – Incidence – Nullité de la rupture (non) (trois espèces) – Assistance du salarié – Information préalable – Défaut (première espèce) – Contact avec Pôle emploi – Délivrance d'information – Défaut (deuxième espèce) – Délai de rétractation – Durée – Mention – Erreur sur la date d'expiration du délai de rétractation (troisième espèce).	
TEMPS DE TRAVAIL – Heures supplémentaires – Établissement – Tableaux récapitulatifs du salarié contradictoires avec les relevés hebdomadaires – Incidence – Charge de la preuve (troisième espèce).	
Première espèce : <b>COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 29 janvier 2014</b> .....	413
Deuxième espèce : <b>COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 29 janvier 2014</b> .....	414
Troisième espèce : <b>COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 29 janvier 2014</b> .....	415
Note <b>Anais Ferrer</b> , Conseillère confédérale DLAJ CGT .....	415

SANTÉ AU TRAVAIL – Organisation du travail – Rémunération variable – Critères – Comparaison – Mise en concurrence des salariés ( <i>benchmark</i> ) – Risques psychosociaux.	
<b>COUR D'APPEL DE LYON (Ch. Soc. C) 21 février 2014</b> .....	417
Note <b>Jonathan Cadot</b> , Avocat au barreau de Paris, et <b>Claire Gallon</b> , élève avocate .....	423
TEMPS DE TRAVAIL – Heures supplémentaires – Importance – Évaluation – Office du juge – Détermination – Détail du calcul appliqué – Nécessité (non) – Appréciation souveraine.	
TRAVAIL TEMPORAIRE – Irrégularité – Requalification – 1° Cas de recours – Remplacement – Effet – Réponse à un besoin structurel de main-d'œuvre – 2° Action contre l'entreprise utilisatrice – Caractère exclusif (non) – Action contre l'entreprise de travail temporaire – Manquements – Absence de contrat de mission ou de motif de recours.	
<b>COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 4 décembre 2013</b> .....	426
Note <b>Florent Drappier</b> , élève avocat .....	427
TRAVAIL ILLÉGAL – Travailleurs étrangers – Absence de titre de séjour régulier – Rupture du contrat – Indemnité (trois espèces) – Provision – Indemnité forfaitaire de l'art. L 8252-2 – Procédures d'urgence (première et deuxième espèces) – Référé – Trouble manifestement illicite (première espèce) – Bureau de conciliation (deuxième espèce) – Faux papiers – Fraude du salarié – Faute privative des indemnités de rupture (troisième espèce).	
Première espèce :	
<b>CONSEIL DE PRUD'HOMMES DE PARIS (Référé) 4 novembre 2013</b> .....	429
Deuxième espèce :	
<b>CONSEIL DE PRUD'HOMMES DE PARIS (Commerce – Conciliation) 31 octobre 1989</b> .....	429
Troisième espèce :	
<b>COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 18 février 2014</b> .....	430
Note <b>Claude Lévy</b> , Défenseur syndical, Syndicat CGT des Hôtels de prestige et économiques .....	431

## Chroniques jurisprudentielles :

<b>DROIT SOCIAL INTERNATIONAL ET EUROPÉEN</b> par <b>Valérie Lacoste-Mary</b> et <b>Jérôme Porta</b> , Enseignants-chercheurs à l'Université de Bordeaux, Comptasec UMR CNRS 5114 .....	432
CONTRAT DE TRAVAIL – Loi applicable – Détermination – Règlement communautaire n°593/2008 – Accomplissement du travail dans un pays donné – Mise à l'écart de la loi – Condition – Contrat présentant des liens étroits avec un autre pays.	
<b>CJUE 12 septembre 2013</b> .....	432
Note <b>Valérie Lacoste-Mary</b> .....	432
TEMPS DE TRAVAIL – Temps partiel – Congés payés – Droits acquis durant une période de travail à temps complet – Diminution du solde au prorata du temps partiel – Violation du droit de l'Union (oui).	
<b>CJUE Ordonnance 13 juin 2013</b> .....	434
Note <b>Valérie Lacoste-Mary</b> .....	435
TRIBUNAUX – Normes supranationales – Conventionnalité – Appréciation – Office du juge – Portée.	
SYNDICAT PROFESSIONNEL – Représentant syndical au Comité d'entreprise – Désignation – Condition – Existence d'élus.	
<b>COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 10 juillet 2013</b> .....	436
Note <b>Jérôme Porta</b> .....	436

Connectez-vous au site du Droit Ouvrier, vous y trouverez de nombreux renseignements utiles :  
articles en libre consultation, annonces de colloques et débats, etc.

<https://sites.google.com/site/droitouvrier>